



Les vœux du Président de l'APVF

Le 15 janvier 2019,

A l'Atelier Eiffel

Chers amis,

Je voulais vous souhaiter très simplement une très amicale bienvenue dans cette belle salle de l'atelier Eiffel et vous remercier de votre présence nombreuse et chaleureuse aux côtés des élus de l'APVF pour cette rencontre que nous plaçons sous le signe de l'amitié et de la convivialité.

Nous sommes à proximité de la Tour Eiffel, le monument le plus visité au monde depuis son inauguration lors de l'exposition universelle de 1889. La vieille dame a 130 ans. Plus modestement, l'APVF fêtera cette année son trentième anniversaire. Décidément, les années 89 marquent toujours l'histoire de notre pays :

- 1789 : prise de la Bastille et la Déclaration des droits de l'Homme.
- 1889 : inauguration de la Tour Eiffel
- 1989 : Martin Malvy créé, avec quelque uns de ses collègues de petites villes, l'APVF.

Trente ans « nous avons l'apparence des adultes, l'apparence de la sagesse et si peur de mal faire, alors qu'il nous reste tant à faire » pour paraphraser l'écrivain Isabelle Sorrente, et il est vrai que les chantiers ne manquent pas, pour le présent et l'avenir.

Je suis d'autant plus heureux de vous accueillir en ce début d'année, pour ces vœux, que c'est pour moi une première. J'ai en effet eu l'honneur, comme vous le savez, de succéder, en avril dernier, à notre ami Olivier à la présidence de l'APVF. Olivier, que je salue et que je remercie pour sa présence, toujours fidèle et amicale à nos côtés aujourd'hui.

A toutes et à tous, au nom de Pierre Jarlier avec qui nous formons un tandem solide à la présidence de l'APVF, avec Antoine Homé notre Premier vice-président et avec Loïc Hervé, notre secrétaire général, et l'ensemble des membres du Bureau de l'APVF qui m'entoure aujourd'hui, je vous présente mes vœux de bonne et heureuse année 2019. Vœux de bonheur, de santé et surtout de sérénité, et dieu sait que notre pays en a besoin en ce début d'année.

Merci à toutes et à tous de votre présence chaleureuse. Un salut tout particulier à notre amie et collègue Caroline Cayeux, Présidente de l'Association Villes de France, à Vanik Berberian, Président de l'AMRF et aux autres représentants d'associations d'élus. Merci également aux parlementaires présents, aux membres des cabinets ministériels, avec qui nous entretenons des relations cordiales, franches, mais exigeantes. Merci aux représentants des grandes

directions de l'Etat, et notamment de la direction générale des collectivités locales et la commissariat général à l'égalité territoriale.

Des remerciements tout particulier à nos partenaires institutionnels pour leur soutien fidèle et jamais démenti aux actions que nous menons. Nous ne vous disons pas « sans vous, rien ne serait possible », mais que « beaucoup moins de choses nous serait possible ». Permettez-moi cette année de remercier chaleureusement un de nos partenaires, nos amis de France Boissons, qui nous permettront de nous désaltérer et de boire – avec modération bien sûr – à la santé de toutes et de tous.

Je parlais, il y a quelques instants, au sujet de nos relations avec le Gouvernement, de relations franches, directes, cordiales mais exigeantes.

« Exigeants et constructifs ! », c'est ainsi que nous nous définissons à l'APVF et que nous concevons notre action. Nous tenterons plus que jamais de demeurer sur cette ligne en 2019.

A ce propos, je voudrais profiter de la présence de plusieurs représentants d'associations d'élus pour lancer un appel : puissions-nous en 2019, reconstituer une alliance solide des associations d'élus du **bloc communal**, capable, sur les grands sujets, de parler et de s'exprimer d'une même voix. C'est à cette seule condition que nous pèserons réellement face à l'Etat et à la Haute administration.

S'est créé, au cours de l'année écoulée, un débat que nous jugeons un peu artificiel à l'APVF : il y aurait d'un côté des associations d'élus réputées accommodantes et complaisantes avec le Gouvernement et d'autres réputées plus intransigeantes, voire oppositionnelles. **Nous ne nous reconnaissons dans aucun de ces qualificatifs**. Je le redis, nous sommes exigeants et constructifs.

Exigeants, cher Olivier, nous le sommes avec le Gouvernement pour déplorer que la **stabilité globale des dotations** de l'Etat aux collectivités se soit néanmoins traduite, en 2018, par une baisse de la dotation forfaitaire pour 67 % des petites villes. Dans ce domaine, même si nous savons faire la différence entre **baisse unilatérale** et stabilité globale, le compte n'y est toujours pas.

Exigeants, nous le sommes pour s'étonner du **« pas de deux »** du Gouvernement sur la **taxe d'habitation**. Dans ce domaine, où nous avons surtout besoin de clarté, de prévisibilité et de cohérence, le moins que l'on puisse dire, c'est que ces qualificatifs n'ont pas été les marqueurs de la politique gouvernementale sur ce dossier. Il est temps, à presque un an des futures municipales, de sortir de l'ambiguïté et de savoir enfin où nous allons.

Exigeants, nous le sommes pour ne pas nous satisfaire du **Plan « Action cœur de ville »** qui n'a retenu, au plan national, que 222 collectivités. Tant mieux, chère Caroline Cayeux, pour les villes surtout de dimension moyenne qui ont été retenues, mais nous réclamons avec insistance un plan d'envergure pour les 300 ou 400 petites villes en situation de grande difficulté pour leur centre-ville. C'est bien d'un Pacte national « revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs » dont nous avons besoin.

Exigeants, nous le sommes enfin lorsque nous présentons des propositions ambitieuses de **modernisation des conditions d'exercice du mandat local**, que nous souhaitons voir mettre en œuvre d'ici les prochaines élections municipales. Et nous avons le courage, en ces

temps de populisme exacerbé, d'aborder la question taboue des indemnités des élus locaux, des maires des petites villes notamment qui demeurent fort insuffisantes au regard du niveau d'engagement et de responsabilité qui sont les leurs. Il y a urgence à agir dans ce domaine sous peine de pénurie des vocations en 2020.

Mais nous sommes également constructifs. Nous le sommes lorsque nous participons aux organes de concertation avec le Gouvernement, comme la Conférence nationale des territoires. Certes nous en mesurons les limites et nous avons déploré les dysfonctionnements de cette Conférence et adressé au Gouvernement des propositions pour refaire de cette instance un lieu de discussion, de négociation, et de décision conforme à ce qu'avait annoncé le Président de la République en juillet 2017, au Sénat lors de la première Conférence nationale des territoires.

Constructifs, nous le sommes également lorsque nous nous investissons fortement dans les Assises de la mobilité et que nous travaillons en étroite concertation avec Madame la ministre des Transports dans l'élaboration de la loi d'orientation des mobilités.

Nous poursuivrons sur cette voie en 2019 en formulant le souhait, comme je l'ai dit, que se reconstitue, le plus rapidement possible, un **bloc communal** s'exprimant d'une même voix. A la place modeste, qui est la sienne, si l'APVF peut servir de trait-d'union, nous le ferons sans hésiter. Comment à ce propos n'aurions-nous pas des relations étroites avec l'Association des maires de France alors même que Pierre Jarlier, Antoine Homé, Philippe Laurent, que je salue également au titre de ses fonctions de Président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, Pierre-Alain Roiron, Christophe Rouillon, et André Laignel, siègent dans les instances exécutives de nos deux associations ?

Personne ne comprendrait que je ne fasse pas allusion dans ce propos aux événements actuels et à la crise qui secoue notre pays depuis deux mois maintenant. Je ne sais pas ce que retiendront dans quelques années les historiens, sociologues ou politologues de ce mouvement inédit mais un fait est déjà certain : cette contestation est avant tout celle de la France périphérique et des petites villes qui sont les premières victimes de la fracture territoriale dans notre pays. A ce propos, les rendez-vous quotidiens ou hebdomadaires des « Gilets jaunes » sur les ronds-points ne recréent-ils pas, d'une manière ou d'une autre, les bars et les cafés des petites villes et de nos villages et ne montrent-ils pas un besoin de discussion parfois passionné et de convivialité ?

Nous l'avons souvent dit à l'APVF, la **métropolisation mal maîtrisée** conduit à une impasse et met à mal la cohésion de notre pays. La mise en concurrence des territoires privilégiés ces vingt dernières années a conduit à une aggravation des inégalités territoriales. Le ruissellement de la richesse des métropoles vers le reste du territoire ne fonctionne pas sans mécanisme de correction de ces inégalités, c'est-à-dire sans volonté politique.

L'urgence est sociale, elle est tout autant territoriale. Les maires des petites villes ont vu monter le malaise et le mal-vivre d'une bonne partie de la population, celle qui subit depuis des années les restructurations de services publics et l'éloignement des centres de décision. Il n'est donc pas surprenant, dans ces conditions, que ce soit les questions de mobilité, dans cette France de la « diagonale du vide », dont parle le démographe Hervé Lebras qui ont été les déclencheurs de cette crise. La dimension territoriale est donc évidente. Il est donc

nécessaire que l'espace local redevienne un espace de décision démocratique et ne soit plus seulement un échelon de gestion où se décline des économies budgétaires.

C'est, à nos yeux, la perte de compétences des maires notamment dans les petites villes et les communes rurales qui a exacerbé ce sentiment d'impuissance de la part des administrés.

Voilà pourquoi le grand débat initié par le Président de la République et le Gouvernement peut être une chance pour la sortie de crise. Une chance s'il débouche sur un vrai diagnostic du malaise territorial et sur de vrais résultats et bien sûr, si son organisation est exempte de volonté de récupération politique par qui que ce soit. Un grand débat est nécessaire : le visionnaire Pierre Mendès France écrivait dans la République moderne que la démocratie « ne consiste pas à mettre épisodiquement un bulletin dans une urne, à déléguer les pouvoirs à un ou plusieurs élus, puis à se désintéresser et se taire pendant cinq ans ».

Quel sera donc le rôle des maires à ce sujet ? Nous nous garderons bien à l'APVF de donner quelque consigne que ce soit. Nous estimons que les maires ne sont pas comptables des choix qui ont été effectués toutes ces dernières années, bien souvent sans leur demander leur avis, mais qu'ils doivent être des facilitateurs de leur organisation. Ils ne seront ni des petits télégraphistes, ni ne joueront les mouches du coche. Ils seront comme toujours responsables même s'ils ont eu le sentiment, comme tous les corps intermédiaires, d'avoir été un peu oubliés, ou du moins contournés. Il n'a échappé à personne que les maires demeurent, dans la dernière enquête du Cevipof les seuls élus à disposer de la confiance de leurs citoyens.

Mais puisque chacun est invité à prendre la parole, l'APVF va le faire en son nom propre. Dès mercredi, je présenterai, avec Pierre, avec Antoine et Loïc : la contribution de l'APVF à la réduction des fractures territoriales et sociales. Nous proposons un **nouveau contrat territorial**. Nous avancerons des propositions relatives au droit à la mobilité, en faveur d'une transition écologique juste et territoriale, ainsi que sur la lutte contre la désertification médicale dont nous estimons qu'elle doit devenir une priorité nationale. L'inégalité d'accès à l'offre de soin est pour nous la plus grosse des inégalités territoriales. Nous porterons également des propositions pour la revitalisation des centres-villes. Et enfin et surtout, en faveur d'une nouvelle solidarité territoriale.

Je voudrais simplement m'arrêter sur ce dernier chapitre. L'APVF propose la création d'un **fonds national de solidarité territoriale** qui serait abondé par les métropoles à proportion de leur richesse fiscale et réparti au niveau de chaque région en direction des territoires les plus fragiles, sur des actions ciblées, sur des projets relatifs à la mobilité durable, à la couverture numérique du territoire et à l'attractivité économique. Je l'ai dit tout à l'heure le ruissellement n'est pas automatique. La richesse de Bordeaux Métropole ne ruisselle pas à plus de 20 km. Elle s'arrête à Libourne, elle ne concerne pas Castillon-la-Bataille, Sainte-Foy-la-Grande, encore moins La Réole. Or, les moyens de transport et de communication et leur coût sont un enjeu essentiel en matière d'inégalités sociales et territoriales.

J'ajoute qu'à un euro abondé par la métropole, un euro serait abondé par l'Etat et un par l'Europe.

Ainsi les territoires les plus favorisés aideraient les territoires les plus fragiles sur des projets structurants. On parle beaucoup d'alliance des territoires, nous proposons de la faire vivre et de lui donner un contenu concret.

Chers amis, je ne veux pas allonger inutilement mon propos, car vous êtes aussi venus pour vous retrouver avant qu'Olivier ne nous dise quelques mots autour d'un verre. Il ne me reste plus qu'à vous donner rendez-vous les 19 et 20 septembre prochains à Uzès dans le Gard où nous célébrerons comme il se doit les 30 ans de l'APVF. Vous y serez bien accueillis.

Merci à tous pour votre présence. Très belle année à toutes et à tous.